



Mésinformation, désinformation, fake news ...

Les députés togolais s'outillent pour mieux cerner le phénomène

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) et son département en charge du numérique, en collaboration avec l'Assemblée nationale togolaise, organise un séminaire de deux jours à l'endroit des députés togolais. Placé sous le thème : « entre protection des libertés et répression des dérives : le législateur togolais face à la désinformation », ce séminaire permettra ...



PAGE 3

INCLUSION FINANCIERE



Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Les céréales au cœur de la réussite de dame Gawonu Fati à Notsè

Depuis des siècles, la constitution de stocks de céréales fait partie des stratégies pour affronter les périodes de disette. Aujourd'hui, ces stocks conservent ...

PAGE 2

BOURSE



Dr Edoh Amenounve

«L'activité boursière reste essentielle pour financer la croissance du continent»

En marge de la 24ème conférence annuelle de l'African securities exchanges association prévue du 24 au 25 novembre prochain à Casablanca, le président de l'Asea, Dr Edoh Amenounve a souligné l'importance de l'activité boursière. L'événement ...

PAGE 5

Togo / Lutte contre les incidents

Une campagne de sensibilisation sur la sécurité et la sûreté dans la zone portuaire

PAGE 11



Coopération bilatérale

Faure Gnassingbé et Denis Sassou-Nguesso toujours aussi proches

Faure Gnassingbé et Denis Sassou-Nguesso demeurent toujours aussi proches. À l'exemple d'un fils qui se déplace pour échanger avec son père en cas de besoin, le président togolais se plie à l'exercice régulièrement en se rendant auprès de son homologue congolais Denis Sassou-Nguesso. La plupart des fois où les deux dirigeants se sont rencontrés, c'est Faure Gnassingbé qui s'est déplacé. Et cela est normal ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Pass vaccinal pour les lieux de culte : quand les évêques tombent dans le piège du populisme

Le gouvernement a annoncé il y a quelques jours la réouverture totale des lieux de culte. Mais, cette reprise presque normale des activités religieuses est conditionnée. En effet, les autorités togolaises dans le souci d'éviter un retour en arrière, exigent un pass vaccinal ou un test PCR de moins de 72 h à toute personne qui souhaite se rendre dans une église ou une mosquée. Pour faire plaisir à une certaine opinion, la Conférence des évêques du Togo (CET) trouve encore l'occasion de critiquer une telle disposition.

Partout au monde, la vaccination se révèle comme le moyen le plus efficace à ce jour pour lutter contre la pandémie. Et on se souvient que récemment, avant la réouverture des lieux de culte suite à une fermeture de quelques semaines, le gouvernement et les chefs religieux se sont entendus sur la nécessité de disposer des équipes de vaccination à l'entrée de leurs églises et mosquées. Personne n'avait trouvé d'objection à faire. Et pourquoi la réclamation d'un pass vaccinal ou d'un test PCR de moins de 72h dérange ? ...

PAGE 3

Uemoa

Kodjo Adedze plaide pour des entreprises plus productives

La 3ème réunion du bureau de la Chambre consulaire régionale de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (CCR-Uemoa) a été ouverte mercredi 17 novembre à Lomé. Cette réunion a été une occasion pour le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale, Kodjo Adedze de lancer un appel ...



PAGE 5

	<p>SOMMAIRE</p> <p>Burkina Faso Des manifestants demandent la démission du président Christian Kaboré</p>  <p>P 4</p>	<p>Fracture du pénis Une intervention chirurgicale s'impose dans les 24 heures qui suivent l'accident</p>  <p>P 10</p>	<p>Cancer de la prostate Les graisses et les perfluorés mis en cause par une étude</p>  <p>P 10</p>
---	--	---	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Les céréales au cœur de la réussite de dame Gawonu Fati à Notsè

Depuis des siècles, la constitution de stocks de céréales fait partie des stratégies pour affronter les périodes de disette. Aujourd'hui, ces stocks conservent leurs lettres de noblesse, même si la donne a changé. Car, désormais le stockage de céréales se fait principalement par des commerçants. Ces derniers disposent de l'information dont ils ont besoin pour acheter et vendre au moment opportun. Et le business marche. Installée à Notsè, c'est avec un crédit FNFI que dame Gawonu Fati s'est lancée dans le stockage de céréales en 2016. Retour sur son histoire.

Les céréales représentent 50 % de l'apport calorique de la population. Sans approvisionnement en grains, il n'y a tout simplement pas de sécurité alimentaire. C'est de son plein gré que Gawonu Fati, le BEPC en poche quitte les bancs pour la revente de céréales. Mais, elle n'avait pas les ressources nécessaires pour faire du stockage. « Au début, je ne pouvais pas faire du stockage. Je partais au marché acheter deux ou trois bassines de céréales et je revendais au bol. », confie-t-elle.

Elle n'avait donc pas la capacité d'exploiter tout le potentiel de son activité en raison du manque de capital. En effet, dès le début, son rêve était surtout de stocker des sacs de céréales. L'idée : s'approvisionner

directement chez des agriculteurs, stocker et revendre au bon moment. Ceci implique de s'assurer que les céréales ont été correctement récoltées, battues, séchées jusqu'au niveau d'humidité recommandé, triées et nettoyées pour ôter toute impureté. Puis placées dans des sacs pour stockage. Malgré sa volonté, elle n'arrivait pas à mobiliser le fonds qu'il lui fallait. Elle raconte : « J'ai frappé à toutes les portes, mais je n'ai pas pu avoir l'argent que je voulais. J'étais même découragée ».

Ce qui confirme que l'argent est au centre des préoccupations lorsqu'on se lance dans une AGR ou dans une aventure entrepreneuriale. Mais depuis 2014, avec le lancement officiel des activités du Fonds National de la Finance



Gawonu Fati

Inclusive FNFI, l'accès aux crédits est désormais facilité pour les femmes entrepreneurs et les hommes entrepreneurs. Il ne doit pas être un frein à la création, ou encore au développement d'une AGR.

C'est justement grâce au produit APSEF, Accès des Pauvres aux Services Financiers (APSEF) du FNFI et à ses économies, que Gawonu Fati réussit à faire ses premiers

stockages. Un avantage énorme pour toutes les parties. Son agriculteur fournisseur jouit d'un marché plus sûr. Elle vend les céréales lorsque le prix est favorable. Les acheteurs disposent d'un approvisionnement plus fiable. Les coûts et le gaspillage sont diminués ; toutes les parties prenantes peuvent jouir d'un revenu plus élevé.

« Le plus grand changement dans

ma vie depuis ces crédits FNFI est que je suis financièrement indépendante. Auparavant, je devais attendre mon mari. Ce n'est plus le cas aujourd'hui », affirme Gawonu Fati. Preuve que quand les femmes peuvent accéder aux ressources dont elles ont besoin pour développer leurs activités, leur réussite est bénéfique pour la famille et la communauté.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



fnfi
Fonds National de
la Finance Inclusive



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatine
E-mail : atogomatine@gmail.com
Site web: www.togomatine.tg
Tw: @togomatine1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba
Edodji Nadia
Attipoe Edem Kodjo
Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla
Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél: (+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution: TogoMatin
Tirage: (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... Partout au monde et en particulier au Vatican, le pass vaccinal est exigé pour faire face à la propagation de la pandémie au coronavirus. Cela n'est donc pas une particularité togolaise.

Si les évêques du Togo se rendaient à l'étranger, notamment au Vatican, refuseraient-ils de présenter une preuve de vaccination ou un test PCR récent avant de passer ? L'on en doute fort. Ils vont

s'y plier ! Alors, qu'est-ce que cela coûte à ces chers respectés hommes de Dieu de demander simplement à leurs fidèles d'aller se faire vacciner ? Les vaccins sont

suffisamment disponibles. Cette situation ne devait même pas entraîner une polémique aussi inutile. C'est pourquoi, on a l'impression que les évêques aiment caresser une certaine opinion

friande du sensationnel, dans le sens du poil. Bizarrement, les autres responsables religieux ne se plaignent pas de cette disposition qui a pour but de protéger tout le monde.

TM

Coopération bilatérale

Faure Gnassingbé et Denis Sassou-Nguesso toujours aussi proches

Faure Gnassingbé et Denis Sassou-Nguesso demeurent toujours aussi proches. À l'exemple d'un fils qui se déplace pour échanger avec son père en cas de besoin, le président togolais se plie à l'exercice régulièrement en se rendant auprès de son homologue congolais Denis Sassou-Nguesso. La plupart des fois où les deux dirigeants se sont rencontrés, c'est Faure Gnassingbé qui s'est déplacé. Et cela est normal, puisque les valeurs africaines l'exigent.

Denis Sassou-Nguesso est de la génération de Gnassingbé Eyadema. Faure Gnassingbé peut donc le considérer comme un père. Son fils Denis Christel Sassou-Nguesso est de la même génération que le dirigeant togolais. Faure Gnassingbé le dépasse en âge de 9 ans, ce qui ne constitue pas un écart important. Denis Sassou-

Nguesso fait partie des dirigeants qui ont apporté leurs soutiens au président Faure Gnassingbé pendant les moments tumultueux, au tout début de sa gouvernance.

Et depuis 16 ans, il n'a jamais manqué à ce devoir presque paternel. Les deux dirigeants et leurs pays entretiennent toujours



Faure Gnassingbé (à gauche) et Denis Sassou-Nguesso

d'excellentes relations. Et c'est l'un des dirigeants à qui Faure Gnassingbé rend visite souvent. Mais, au-delà de cette relation qu'on peut qualifier de père et fils, il y a une relation

très professionnelle liée aux fonctions qu'exercent les deux personnalités. Faure Gnassingbé et Denis Sassou-Nguesso sont respectivement présidents de la République du Togo et

de la République du Congo. C'est donc aussi dans ce cadre que se situe la présente visite de quarante-huit heures, faite par le président togolais.

Selon le service de la communication de la présidence de la République togolaise, le président togolais a été accueilli par son homologue congolais Denis Sassou-Nguesso. La coopération bilatérale était au cœur des échanges entre les deux dirigeants, de même que de nombreuses questions d'actualité aux plans continental et international.

La rédaction

Mésinformation, désinformation, fake news ...

Les députés togolais s'outillent pour mieux cerner le phénomène

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) et son département en charge du numérique, en collaboration avec l'Assemblée nationale togolaise, organise un séminaire de deux jours à l'endroit des députés togolais. Placé sous le thème : « entre protection des libertés et répression des dérives : le législateur togolais face à la désinformation », ce séminaire permettra aux élus du peuple, qui sont chargés de voter des lois, de mieux cerner le phénomène dans l'optique d'y apporter des solutions idoines.

«Ce séminaire porte sur une problématique d'actualité aux enjeux multiples et d'une grande importance pour les législateurs que nous sommes. Même si l'on constate que l'usage de la stratégie de la désinformation par des acteurs a toujours existé dans les sociétés humaines, il n'en demeure pas moins que ce phénomène est amplifié aujourd'hui dans des proportions qui dépassent parfois tout entendement, surtout avec la révolution numérique, le développement des médias en ligne et les réseaux sociaux. Il n'épargne ni les individus, ni les institutions », a déclaré l'honorable Germaine Kouméalo Anaté au nom de la section togolaise de l'APF.

Ce séminaire offre l'occasion aux parlementaires d'être formés, mais aussi de poser un regard critique et prospectif sur la question de la désinformation. Il permettra aussi aux députés d'en comprendre les enjeux et d'y apporter les réponses adaptées.

« Le Togo comme la plupart des pays de l'espace francophone a dû faire face à de nombreuses campagnes de désinformation à l'intérieur de ses frontières », a pour sa part fait remarquer Mireille Eza, représentante du secrétaire général de l'APF, et chargée du volet numérique. Elle explique



Les participants au séminaire

que cette situation peut avoir des portées inimaginables.

« Mettre le législateur togolais en face de la désinformation, nous permet de rendre compte de l'actualité de la question. Il nous faut déterminer la qualité de ce que l'on appelle fausse nouvelle. Souvent, l'on parle des fausses nouvelles en pensant à la désinformation, la mésinformation, et même

à des notions comme la théorie du complot, les rumeurs etc... Nous ne sommes donc pas en face d'un exercice facile à faire », pense le professeur Akodah Ayéwouadan, ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement.

Ce dernier convoque les textes en vigueur en la matière au Togo comme le code de la presse et de la communication, le code

pénal. « Ce sujet d'actualité et d'un grand intérêt, nous interpelle tous et nous amène à explorer des pistes nouvelles visant à approfondir notre connaissance et à consolider la législation en la matière dans notre pays », a conclu Séna Alipui, troisième vice-président de l'Assemblée nationale, au nom de la présidente, Yawa Djigbodi Tsègan.

Edem Dadzie

Afrique / Sécurité

Les chefs d'état-major prônent l'unité pour la lutte antiterroriste

Abidjan accueille depuis le mercredi 17 novembre, et jusqu'à vendredi, la 41e réunion du Comité des chefs d'état-major de la Cedeao. Les haut-gradés évoqueront ensemble la reconfiguration de l'opération Barkhane et ses possibles conséquences dans la sous-région, toujours en proie à des attaques terroristes récurrentes.

Approche collective, opérations conjointes, échanges de renseignements... Les chefs d'état-major de la Cedeao (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) souhaitent mettre en place rapidement des outils de coopération interétatique pour parer à une menace terroriste qualifiée de « grandissante ». « Des menaces multiformes, hybrides et transnationales », selon le ministre ivoirien de la Défense, Téné Birahima Ouattara, qui craint le retrait progressif des troupes françaises au Sahel. « La redéfinition de la posture des partenaires au Sahel, notamment

Barkhane, s'accompagnera inévitablement d'un bouleversement dans la riposte au terrorisme dans cette région et bien au-delà. Dans ce sens, l'anticipation de cette nouvelle donne, s'impose pour la préservation du fragile équilibre dans ces zones », estime le ministre Ouattara.

Interrogé sur le risque d'expansion des activités des groupes terroristes actifs au Mali, au Burkina Faso et au Niger, vers les pays côtiers du Golfe de Guinée, le général ivoirien Lassina Doumbia se dit néanmoins confiant et sans inquiétude. Les récentes attaques au nord de la Côte d'Ivoire, à Tehini ou à Kafolo, interrogent



Un militaire en faction

pourtant les observateurs qui craignent que la forêt de la Comoé, à la frontière avec le Burkinan ne facilite les incursions.

« Non, pas du tout, pas du tout. Les soldats sont formés pour manœuvrer sur les terrains qui sont les nôtres, chaque armée s'entraîne en fonction de sa géographie. La Côte d'Ivoire est un pays de

forêt, donc la forêt de la Comoé ne peut pas être pour nous une zone difficile à maîtriser, ce serait incompréhensible. Non non non. Évidemment, le parc de la Comoé offre beaucoup plus de refuges aux groupes armés terroristes, ça c'est un fait. Mais nous sommes capables de les y débusquer aussi, parce

que nous sommes formés pour cela », explique Lassina Doumbia. Le nombre d'attaques terroristes au Sahel a augmenté de 250% entre 2018 et 2020. 2 440 civils et 1 000 militaires ont été tués au cours de ces attaques. En 2021, la situation sécuritaire ne s'est pas améliorée.

Rfi.fr

Burkina Faso

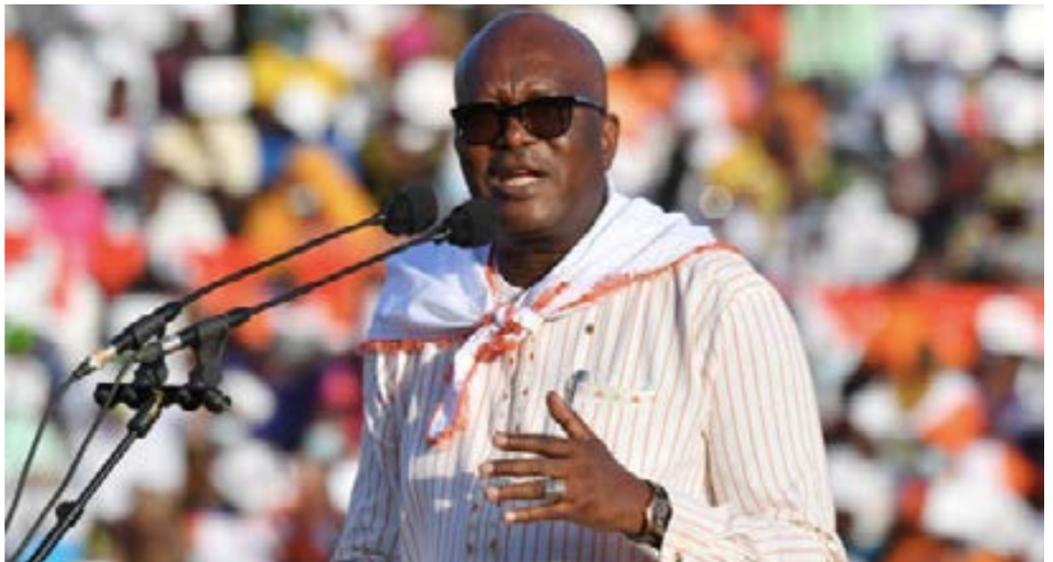
Des manifestants demandent la démission du président Christian Kaboré

Au lendemain de l'ultimatum que lui a lancé l'opposition pour mettre fin aux actions sanglantes des terroristes, Roch Marc Christian Kaboré va devoir composer avec un nouveau front : la colère grandissante d'une partie de ses compatriotes qui se sentent « abandonnés » face à la violence des groupes terroristes alliés au groupe État islamique (EI) et à Al-Qaïda.

Des marches d'une ampleur inédite depuis plusieurs années ont eu lieu dans le pays. Initialement organisées pour protester contre l'insécurité, elles se sont muées en manifestations de colère contre le président.

Comme une onde de choc, les manifestations hostiles au régime du président Kaboré, réélu il y a près d'un an pour un second et dernier mandat, se sont étendues de la capitale à plusieurs villes comme Bobo-Dioulasso, Dori, Titao, Kantchari. « Nous sommes désormais à un tournant dans la lutte contre le terrorisme. Soit le régime reconnaît ses erreurs et se rattrape en posant des actes forts

pour regagner la confiance du peuple, soit il reste dans le déni, explique Mahamoudou Sawadogo, expert burkinabè en sécurité. La situation va alors empirer et la colère populaire ira crescendo. » Dans tous les rassemblements, les slogans ont dépassé les questions sécuritaires pour devenir politiques. Les manifestants réclamaient le départ de Roch Marc Christian Kaboré et de son gouvernement. La mobilisation s'est poursuivie le mercredi 17 novembre dans certaines villes comme Kaya. Cette ville, située à 100 km au centre-nord de la capitale, a vu sa population tripler ces derniers mois à cause de l'arrivée de déplacés



Roch Marc Christian Kaboré

venus des zones où l'insécurité est forte. « Le président Kaboré a failli à son serment de protéger et de défendre notre pays. Il doit donc tirer les conséquences de son échec, et sa démission est la conséquence logique de sa gestion calamiteuse », martèle Marcel Tankoano, membre du directoire national du Mouvement populaire « Sauvons le Burkina Faso ».

À l'initiative de cette fronde, ce Mouvement qui dit agréger environ 200 organisations de la société civile explique avoir été débordé par l'ampleur de la mobilisation. Il tient à clarifier le sens de sa lutte. « Nous n'avons aucun agenda politique caché. L'urgence est de sauver le Faso. Nous n'avons pas chassé Blaise Compaoré en 2014 pour laisser ce pays s'effondrer

aujourd'hui », avance Tankoano, qui n'exclut pas d'autres actions.

En six ans, les violences, parfois mêlées à des affrontements intercommunautaires, ont fait environ 2 000 morts et contraint 1,4 million de personnes à fuir leurs foyers, principalement dans le nord du Burkina Faso.

TM

Bourse

Dr Edoh Amenounve: «l'activité boursière reste essentielle pour financer la croissance du continent»

En marge de la 24ème conférence annuelle de l'African securities exchanges association prévue du 24 au 25 novembre prochain à Casablanca, le président de l'Asea, Dr Edoh Amenounve a souligné l'importance de l'activité boursière. L'événement sera abrité par la Bourse de Casablanca sous le thème « les marchés financiers, moteurs essentiels de l'émergence de l'Afrique ».



Dr Edoh Amenounve

Il s'agit à travers cette édition de montrer le rôle des marchés des capitaux et des bourses africaines dans l'accélération de la reprise économique post-crise Covid-19 et le financement des gouvernements et des infrastructures

du continent. Des réponses seront apportées aux questions comme : comment aider les entreprises publiques à financer leur développement et à diversifier leurs sources de financement ? Comment mobiliser les

capitaux nécessaires pour aider les PME (Petites et moyennes entreprises) à se développer et à créer des opportunités d'affaires et des emplois ? Et comment soutenir les transformations structurelles et l'intégration économique

africaine et encourager l'innovation et l'inclusion financière ?

Cette édition de l'Asea abordera également des questions relatives au développement des marchés des capitaux, l'intégration économique africaine, les technologies de rupture et l'investissement d'impact... « La pandémie a bouleversé la plupart des progrès (sinon tous) qui avaient été réalisés sur le continent au cours de la dernière décennie. Cela inclut également les développements des marchés des capitaux qui, à l'inverse, n'ont pas encore été entièrement démystifiés. Cependant, comme d'autres acteurs régionaux, nous ne devons pas relâcher nos efforts. L'activité boursière reste essentielle pour financer la croissance du continent. À ce titre, je me réjouis de vous accueillir tous à la conférence annuelle de l'Asea de cette année », a indiqué Dr Edoh Amenounve, président de l'Asea.

Créée en 1993, l'African

securities exchanges association est la première association des bourses de valeurs mobilières en Afrique. Elle envisage de développer les bourses membres et de fournir une plateforme de mise en réseau.

M. Kamal Mokdad, président du Conseil d'administration de la Bourse de Casablanca s'est également exprimé à ce sujet : « dans le contexte pandémique actuel, cette 24ème conférence permettra de mettre en lumière la capacité des marchés de capitaux africains à contribuer à la relance économique du continent et à financer son développement. Nous sommes donc honorés d'accueillir la conférence annuelle de l'Asea et de participer, aux côtés de nos homologues, à l'identification des voies de croissance économique de l'Afrique ».

L'Asea ambitionne devenir un marché financier africain dynamique avec un ratio moyen capitalisation boursière/PIB de 123% d'ici 2023.

Félix Tagba

Uemoa

Kodjo Adedze plaide pour des entreprises plus productives

La 3ème réunion du bureau de la Chambre consulaire régionale de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (CCR-Uemoa) a été ouverte mercredi 17 novembre à Lomé. Cette réunion a été une occasion pour le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale, Kodjo Adedze de lancer un appel aux entreprises de la région.

Parmi les personnalités qui ont pris part à cette réunion du bureau de la Chambre consulaire régionale de l'Union économique et monétaire ouest-africaine se trouvent la représentante résidente de la Commission de l'Uemoa au Togo, Aminata Lo-Paye, le président de la Chambre consulaire régionale, Daouda Coulibaly et la présidente de la Délégation spéciale consulaire de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT), Nathalie Bitho. Cette séance permet d'examiner et de valider les conclusions et recommandations des travaux des commissions techniques et ad'hoc. «

La présente réunion du Bureau a pour mission d'examiner et de valider les conclusions et recommandations des travaux des deuxièmes réunions des commissions techniques et prendre toute décision qui concourt au bon fonctionnement de l'Institution », a précisé Daouda Coulibaly.

Les questions comme la compétitivité, le soutien des Petites et moyennes entreprises, la digitalisation des activités économiques sont également abordées.

« Nous attendons également de vous une réflexion plus poussée pour l'édification d'un secteur productif

dense, qui faciliterait l'insertion de l'économie sous-régionale dans les chaînes de valeur mondiales. Avoir des entreprises productives ne peut que permettre l'amélioration des performances de nos pays et une meilleure préparation aux défis que nous impose le développement intégral de notre zone économique et, pour mieux se préparer pour la Zlecaf », a déclaré Kodjo Adedze.

La Zone de libre-échange continentale africaine représente une véritable opportunité pour les entreprises de l'Uemoa, encore faut-il savoir comment mieux exploiter ses potentialités.



Kodjo Adedze à la réunion

Pour rappel, la Chambre consulaire régionale de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (CCR-Uemoa), est un organe consultatif créé par l'article 40 du Traité du 10 juin 1994

portant création de l'Uemoa. Sa mission principale est d'arriver à une implication effective du secteur privé dans le processus d'intégration de l'Union.

Félix T.

Agriculture et agrobusiness

Dynamiser le secteur agricole avec les chaînes de valeur

La chaîne de valeur, un partenariat stratégique entre des entreprises, s'accommode également avec l'agriculture. Les chaînes de valeur agricoles visent à accroître le concurrentiel, en collaborant avec des producteurs, des transformateurs, des spécialistes en commercialisation, des entreprises de services alimentaires, des détaillants et des groupes de soutien, comme des expéditeurs, des groupes de recherche et des fournisseurs. Au Togo, il existe aussi ces chaînes de valeurs agricoles et agroalimentaires qui sont prises en compte dans programmes et projets de développement du gouvernement togolais.

Différentes entreprises commerciales collaborent en vue de mettre au point et de mettre sur le marché des produits et des services de façon efficace et efficiente. Les chaînes de valeur permettent aux entreprises de répondre aux besoins du marché en mettant les activités de production, de transformation et de commercialisation en adéquation avec les demandes des consommateurs.

Le développement des chaînes de valeur agricoles dans la ligne de mire du gouvernement



Deux agriculteurs en discussion

Le chef de l'Etat a procédé, le 25 avril 2018, au lancement d'un mécanisme incitatif de finance agricole fondé sur le partage des risques (Mifa). Il s'agit d'un mécanisme innovant qui vise à pallier la fragmentation des chaînes de valeur agricoles, à lutter contre la paupérisation, fournir de l'assistance technique, réduire le coût d'emprunt et contribuer à la création d'emplois décents et durables. Capitalisant sur l'expérience nigériane réussie, ce schéma permettra, au Togo, l'accroissement substantiel des prêts bancaires dans l'agriculture et l'agro-industrie, l'amélioration des rendements et des revenus des producteurs, la garantie de la

sécurité alimentaire et l'accès aux marchés domestique, international et industriel. Les producteurs et entrepreneurs agricoles et les partenaires techniques et financiers notamment le Conseil permanent des chambres agricoles, l'Association professionnelle des banques, l'African guarantee funds (AGF) et la Banque africaine de développement (Bad), ont salué ce mécanisme. Lequel facilitera l'augmentation du financement agricole par la réduction des risques, répondant à la vision du président de la République togolaise Faure Gnassingbé, celle de promouvoir l'agro-industrie et d'en faire un levier important du développement de

l'économie nationale. Le Tirsal est venu en appui à d'autres programmes de développement agricole, de financement des

projets et de l'employabilité rurale.

Source: République togolaise

Chaînes de valeur agricoles et forestières du Togo

Les trois filières agricoles sélectionnées (café, noix de cajou, ananas) et de la chaîne de valeur du bois-énergie sont plus performantes sur le plan économique et technique ainsi qu'en termes d'autosuffisance alimentaire. En coopération avec les ministères togolais en charge de l'agriculture et de l'environnement ainsi qu'avec des organisations d'agriculteurs, des transformateurs et des commerçants, le Programme pour le développement rural et l'agriculture au Togo (Prodra) œuvre, à titre pilote, à l'optimisation des différentes chaînes de valeur. La filière bois-énergie est placée sous la responsabilité de la société d'études et de conseil « Eco consult ».

Le programme œuvre au niveau local, régional et national à l'aide de méthodes qui se complètent mutuellement, et notamment les suivantes: l'approche Value

généraliser de nouveaux contacts commerciaux. Les Écoles d'entrepreneuriat agricole (Farmer business schools) qui promeuvent le développement des capacités entrepreneuriales des productrices et producteurs agricoles ainsi que la mise en œuvre de pratiques et technologies appropriées dans l'agriculture. Des formations Cefe (Competency based economies through formation of entreprises), qui tendent à promouvoir l'entrepreneuriat, principalement parmi les transformateurs et transformateurs ainsi que chez les commerçants. Des formations techniques dans le but d'améliorer les pratiques culturelles ainsi que pour le développement de compétences entrepreneuriales et organisationnelles spécifiques. Des analyses organisationnelles et politiques sur la base desquelles peuvent



Café et cacao du Togo

Links qui permet, conjointement avec les acteurs, d'analyser, de structurer et d'évaluer les chaînes de valeur, de planifier des activités de projets et de

être élaborées des stratégies pour améliorer les conditions d'ensemble.

La Deutsche Gesellschaft für international Zusammenarbeit

(Giz), travaille principalement en coopération avec des prestataires de services publics et des organisations non gouvernementales. Ensemble, les méthodes sus-indiquées ont été adaptées et les consultants en activité sur le terrain ont été formés à leur utilisation. Par le biais d'organisations des groupes cibles comme par ex. les petit(e)s paysan(ne)s ou de petites et moyennes entreprises de transformation, ces approches entendent réduire les coûts de transaction et de production, amplifier les activités de transformation et améliorer l'intégration des chaînes de valeur elles-mêmes. Au niveau régional et national,

les expériences engrangées sont prises en compte dans les stratégies et les politiques et permettent ainsi d'améliorer les conditions d'ensemble. En outre, grâce à l'expertise des personnels nationaux et des assistant (e)s techniques, le programme facilite la présentation de produits dans des salons et expositions et la réalisation de petits projets innovants. Prodra œuvre dans les filières café/cacao, noix de cajou, ananas et bois-énergie, conjointement avec les cultures alimentaires du soja, du manioc et du maïs, et avec le secteur de l'aviculture.

Source: www.giz.de



Du soja biologique

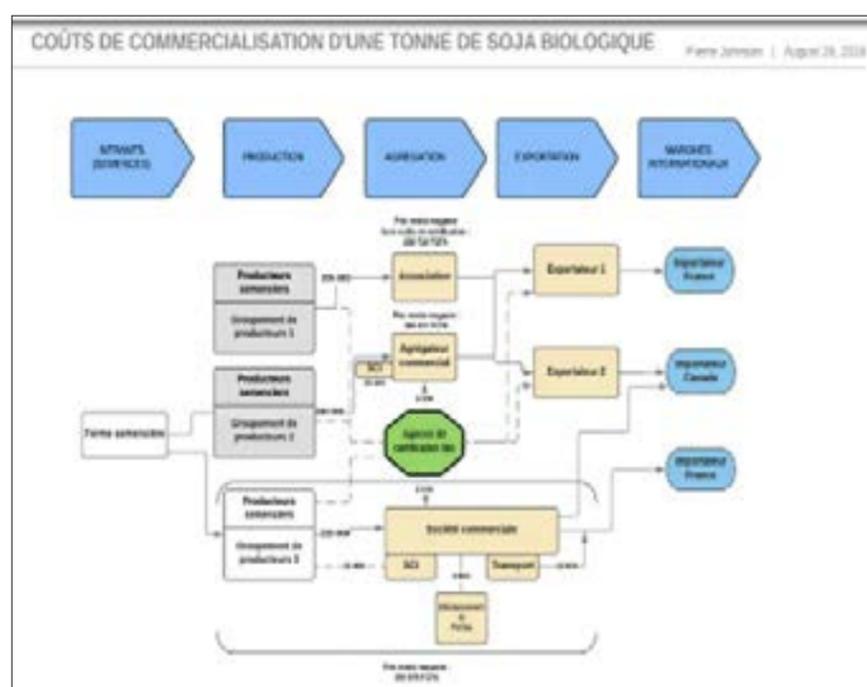
fonctions variables, parfois remplies directement par les exportateurs, depuis l'encadrement technique et la formation des producteurs, la garantie de l'accès au micro-crédit, et la mise en place de systèmes de contrôles internes nécessaires à la certification de groupe. L'étude des coûts de production et de commercialisation du soja biologique a montré que la marge des producteurs sans être négligeable, restait faible au regard du travail investi. L'encadrement des producteurs apparaît comme une fonction clé de la chaîne de valeur du soja biologique. Mais l'accès au marché international et le préfinancement de la récolte restent les clés de la réalisation de la valeur ajoutée.

Des circuits de financement plus agiles et plus importants permettraient aux opérateurs

spécialisés de disposer d'une plus grande partie de la production en début de campagne. Une meilleure implication des producteurs et de leurs organisations dans la chaîne de valeur, avec notamment des contrats d'engagements négociés avec les structures intermédiaires ou les exportateurs sur de meilleurs termes, y contribuerait également. Les rendements peuvent augmenter avec un meilleur encadrement technique, si les producteurs y trouvent leur intérêt. Le soja de la sous-région doit aussi faire face à l'érosion des performances des variétés développées par l'International institute of tropical Agriculture (IITA) au Nigeria. Des recherches sur des nouvelles variétés sont en cours.

Source: www.pierrejohnson.eu

Chaîne de valeur du soja biologique au Togo



Cette étude de la filière du soja biologique du Togo a été réalisée en mars et avril 2018 pour la coopération allemande, par une équipe internationale comptant un spécialiste des chaînes de valeur biologiques, une spécialiste des chaînes de valeur conventionnelles et un spécialiste des marchés internationaux. Ce secteur dynamique contribue pleinement au développement économique du pays. L'étude approfondie des coûts de production et de commercialisation du soja biologique et de la répartition de la valeur a permis d'apporter des conseils appropriés pour la pérennité du secteur. Le soja biologique est aujourd'hui une des cultures d'exportation les plus dynamiques du Togo. Une vingtaine d'exportateurs organisent et structurent la filière, pour un total de production exporté en croissance constante depuis

4 ans (plus de 12 000 tonnes). Ce dynamisme est tiré par une demande mondiale en croissance, notamment pour le secteur de l'élevage bio (Europe et Amérique du Nord), mais aussi par les nombreux avantages comparatifs du soja biologique du Togo, seul pays de la sous-région à avoir développé ce secteur à l'exportation.

La chaîne de valeur du soja bio est organisée suivant les principes de l'agriculture contractuelle, dans laquelle les sociétés commerciales d'exportation encadrent fortement la production et les milliers de petits producteurs, soit directement soit par des structures intermédiaires. Ce sont généralement les exportateurs qui prennent l'initiative de l'organisation des producteurs. Les structures intermédiaires, fournisseurs ou « agrégateurs » du produit assument des

En 2015, Bio4Ever, un opérateur historique de la filière soja biologique au Togo et au Bénin, a vu plusieurs de ses containers déclassés par son certificateur en agriculture biologique, pour cause de contamination de certains lots. Les raisons de cette contamination sont encore à élucider. Des centaines de petits producteurs attendent toujours le paiement de cette récolte par l'exportateur, dont l'activité est en retrait marqué. Cette affaire a porté un coup à la réputation du secteur, qui s'en est cependant relevé grâce à l'intégrité des pratiques actuelles des jeunes dirigeants, et à la qualité du soja exporté (taux de protéine élevé, taux d'humidité bas, absence de traces de contamination). Le financement de la production

reste un enjeu important pour les opérateurs économiques. En effet, des commerçants opportunistes tentent d'acheter le soja biologique plusieurs mois après que les premiers achats aient été faits par les exportateurs bio spécialisés (après la récolte, en novembre et décembre), à des prix spots plus élevés du fait de la rareté du produit à ce moment-là, pour l'introduire dans le marché conventionnel du soja non OGM, dont de nombreux pays sont maintenant demandeurs. Le paradoxe est que le prix du soja conventionnel devient alors supérieur ou égal au prix du soja bio, du fait de la pénurie globale du produit à partir du mois de janvier ou février 2021.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

Photo du jour

Malheureusement certains enfants aujourd'hui ne connaissent pas la légende de l'objet ci-dessous



Commentez la photo ci-dessous

Blagues

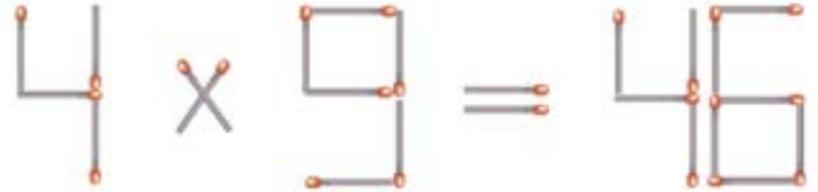
Conseillez moi:

Le 1^{er} avril passé j'ai informé mon oncle que j'ai eu une bourse pour aller étudier en Europe donc j'ai besoin de son aide. Sans m'informer, il a vendu sa voiture et a même demandé un prêt à la banque et puis renvoyer sa deuxième femme qui s'est opposé.

Maintenant, j'ai peur de lui dire que c'était poisson d'avril. Venez à mon secours

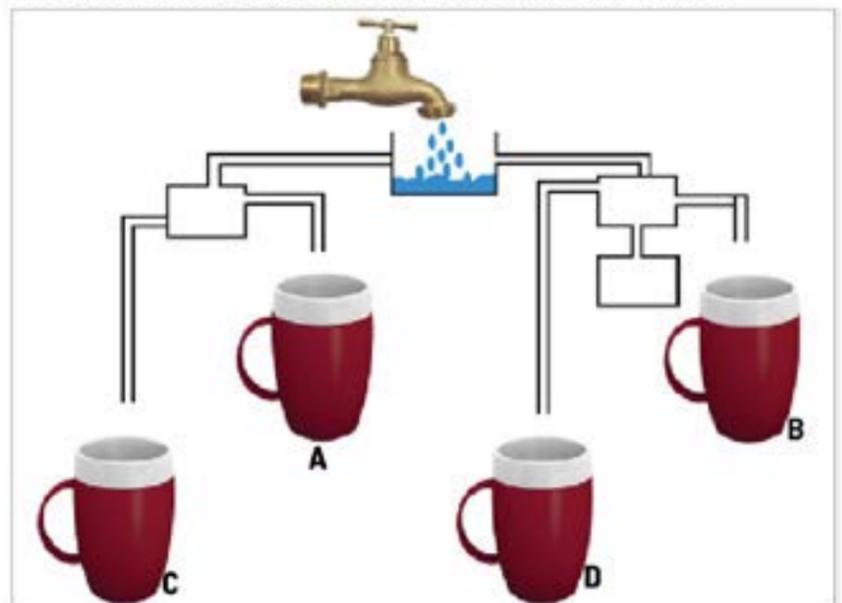
Jeu

Enlevez 2 allumettes pour arranger ci-dessous



Enigme

Laquelle des tasses (A, B, C et D) va remplir en premier?



PHARMACIES DE GARDE (LOME) du 15 au 22 /11/ 2021

BEL AIR	NON LOIN DE RAMCO	96 80 08 75
3È ARRONDISSEMENT	BD. 13 JAN	96 32 97 71
ST ANTOINE	1048, AV. LIB	96 80 10 07
BON SAMARITAIN	BE	91 34 41 94
OLIVIERS	BD. H.BOIGNY	96 80 09 50
EMMANUEL	KODJOVIKOPÉ	90 09 94 03
ROBERTSON	NYÉKONAKPOÉ	22 22 28 41
BON SECOURS	CASSABLANCA	70 45 76 74
AMITIE	SOTED	70 25 02 57
LA PROSPERITE	BD EYADÉMA	70 44 86 96
GBEZE	BD JEAN PAUL II	22 26 32 61
BAH	HÉDZKANAWÉ	90 55 79 59
ST PIERRE	SAGBOVILLE	70 43 26 67
PEUPLE	MARCHÉ NUKAFU	22 26 84 22
DEO GRATIAS	KEGUE	96 28 57 13
UNION	BE KPOTA	96 32 97 26
O GRAIN D'OR	ZORROBAR	70 59 09 53
ELI-BERACA	ADIDOGOMÉ	99 69 89 21
LA REFERENCE A	CÔTÉ MADIBA	96 80 09 96
BONTE	WONYOMÉ	22 50 74 31
DE LA VICTOIRE	AVÉDJI	99 80 14 09
JAHNAP	EPP GAKLI	96 80 09 29
GROUPE C	AGBALEPEDOGAN	92 33 49 76
VERTE	KLIKAMÉ	91 98 50 17
LUMIERE	AGBALÉPEDOGAN	70 43 15 49
ORCHIDEES	LEO 2000	70 43 39 49
SOLIDARITE	TOTSI	22 50 37 07
ARC-EN-CIEL	AGOÈ-TÉLÉSSOU	90 38 08 10
NOTRE DAME DE LOURDE	AGOÈ	96 80 10 19
SHALOM	AGOÈ-CACAVÉII	70 49 96 51
LA MAIN DE DIEU	AGOE ASSIYEYE	93 40 21 21
ESPACE VIE	AGOÈ LOGOPÉ	99 85 89 07
DIVINA GRACIA	AGOÈ-FIOVI,	96 80 10 21
MAWUNYO	AGOÈ-SOGBOSSITO	70 42 34 64
TAKOE	CAP ESSO DE ZONGO	96 80 09 77
ZONGO	TOGBLÉKOPÉ	99 99 22 39
AGOE-NYIVE	AGOÈ-NYIVÉ	91 61 02 62
ELEMAWUSSI	ADÉTIKOPÉ	96 80 21 36
ZOSSIME	ZOSSIMÉ	70 46 26 64
ST PHILIPPE	SANGUÉRA	99 99 80 04
LA FLAMME D'AMOUR	AGODÉKÉ	70 45 70 14
LE DESTIN	BAGUIDA	70 41 15 41

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
Communication, Location d'espaces
Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB)
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier);
Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains); Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919
COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél : 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli)
Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)
Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV : Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cavavéii, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona) Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80
HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES »
Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 7919
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss);
Tél : 90 04 76 60
GYM FIL «O» PARC (Agoè Nyivé); Tél : 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél : 22 71 49 70



**SOUSCRIS ET PROFITE
DE WHATSAPP GRATUIT**



***919*9*10#**

forfait VOIX

300 F

=

1500 F

+ 50 MO 

Tarif Promotionnel 15,8 F TTC/Min



Promo valable du 09 au 16 novembre 2021
Cumulable en volume mais pas en validité

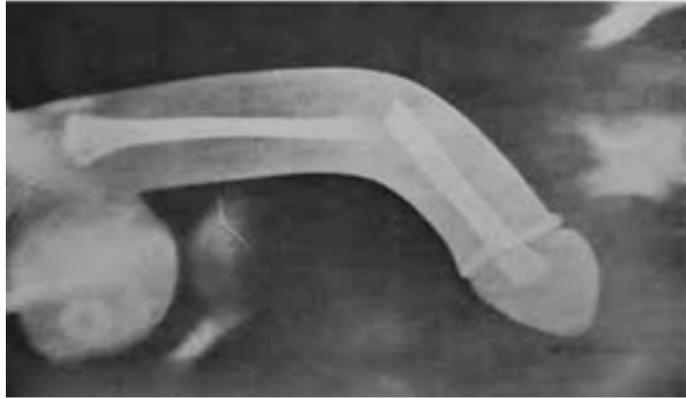
TOGOCOM CHANGE POUR VOUS



Fracture du pénis

Une intervention chirurgicale s'impose dans les 24 heures qui suivent l'accident

Si vous avez eu l'occasion d'observer la réaction d'un homme ayant reçu un coup au niveau des parties intimes, vous comprenez à quel point cette zone est délicate. Mais est-il possible de fracturer un pénis, alors qu'il ne comporte aucun os ? : oui.



Imagerie d'un pénis fracturé

Qu'est-ce qui provoque cette cassure du pénis ?

Jusqu'à 88,5% des fractures du pénis surviennent pendant les rapports sexuels, comme lorsque le pénis glisse hors du vagin et est accidentellement poussé contre le bassin. Les études menées sur le sujet au fil des années ont révélé les principales causes à l'origine de cette fracture :

Certaines positions sexuelles, comme la levrette ou l'andromaque (femme assise sur l'homme allongé) ; une masturbation agressive, en cas de gestes violents ou de torsions de la verge. Un coup très fort peut également en être la cause. Le « taqaandan », une pratique culturelle au Moyen-Orient dans laquelle le haut d'un pénis en érection est plié avec force pour détendre une érection. Le fameux craquement est provoqué par l'enveloppe des corps caverneux remplie de sang pendant l'érection, qui craque sous le choc. Un hématome impressionnant se forme alors au niveau de la verge.

Un cas unique de fracture verticale du pénis intrigue des médecins

Si la fracture du pénis est aujourd'hui bien documentée

dans le domaine de l'urologie, des chercheurs britanniques rapportent une étude de cas inédite car jamais diagnostiquée jusqu'ici : une fracture verticale du pénis, confirmée par IRM, subie par un homme de 40 ans lors d'un rapport sexuel. Le patient a signalé que son pénis a brusquement « buté » sur le périnée de sa partenaire, et que cette force de poussée a alors provoqué un « affaissement » de cet organe.

Mais les chercheurs précisent que la suite des événements n'a pas été celle typiquement attendue après une fracture du pénis. Au lieu de perdre immédiatement son érection et de ressentir une douleur brutale et/ou d'entendre un « craquement » comme la plupart des hommes, le patient a vu son pénis gonfler modérément. D'ordinaire, un hématome se produit rapidement au niveau de la verge avec parfois une déviation du pénis. Dans ce cas précis, la blessure n'est devenue douloureuse que progressivement et sans autres signes cliniques particuliers.

Seule une IRM pénienne a pu éclairer les médecins : les résultats ont montré une fracture, ou plutôt une

déchirure, mais dans le sens de la longueur et non de la largeur. Comme il n'y avait aucun autre cas documenté d'une telle déchirure verticale, l'équipe scientifique a souhaité savoir si des différences étaient notables en termes de rétablissement après l'opération.

Il s'avère que six mois après l'incident, ce patient a pu reprendre une activité sexuelle normale avec des érections de la même qualité que celles d'avant sa blessure, sans aucune courbure du pénis ou toute cicatrice significative.

Fracture du pénis : quoi faire ?

Il est indispensable de se rendre aux urgences le plus rapidement possible. Les spécialistes recommandent une intervention dans les 24 heures. Une fracture du pénis peut se guérir complètement, à condition de passer par la case chirurgie pour évacuer l'hématome, recoudre la paroi abîmée et réparer l'urètre en cas de fracture.

Non soignée, elle peut engager des séquelles graves comme des troubles de l'érection ou une déformation de la verge à cause des plaques de tissus cicatriciel et pouvant provoquer des douleurs pendant les rapports sexuels. Ce risque pour les parties génitales masculines ne doit pas vous empêcher de profiter de votre sexualité et des positions les plus acrobatiques. Mais, quelques gestes d'attention, comme une bonne lubrification et le contrôle des mouvements de va-et-vient de la part de l'homme, permettent de limiter les risques d'accidents.

La rédaction

VIH-Sida

Un patient visiblement guéri donne de l'espoir aux scientifiques

Des scientifiques viennent d'identifier un patient atteint du VIH dont le corps semble s'être débarrassé du virus sans médicament. Un espoir pour le monde scientifique et aussi pour les patients ?



C'est un nouvel espoir pour de très nombreux patients. Mais tous ne sont pas égaux face au VIH. En effet, certaines personnes possèdent un système immunitaire capable de supprimer le virus sans avoir recours aux médicaments. Ces patients possèdent toutefois des réservoirs viraux qui peuvent produire plus de virus VIH, ils sont appelés les "contrôleurs d'élite".

Quand il y a une infection par le VIH, le virus dépose des copies de son génome dans l'ADN des cellules, créant ainsi un réservoir viral. Par ce mécanisme, le virus se cache alors des médicaments anti-VIH et de la réponse immunitaire du corps. Chez la plupart des gens, de nouvelles particules virales sont constamment fabriquées à partir de ce réservoir. La thérapie antirétrovirale (ART) peut empêcher la production de nouveaux virus mais ne peut pas éliminer le réservoir de manière définitive. Un traitement à vie s'avère donc indispensable. Si les patients possèdent encore des réservoirs viraux, un type de cellule immunitaire maintient le virus supprimé sans avoir besoin de médicaments.

Le patient "Esperanza"

« Le groupe de recherche a identifié un patient qui n'avait pas de séquence virale du VIH intacte dans son génome, ce qui indique que son système immunitaire a peut-être éliminé le réservoir du VIH ; ce que les scientifiques appellent un remède stérilisant », résume l'étude. Pour la deuxième fois, un patient non traité n'a montré aucune preuve de génomes intacts du VIH dans plus de 1,5 milliard de cellules sanguines et tissulaires analysées. « Ces résultats, en particulier avec l'identification d'un deuxième cas, indiquent qu'il peut y avoir une voie d'action vers un remède stérilisant pour les personnes qui ne sont pas capables de le faire par elles-mêmes ».

Ces résultats suggèrent l'existence possible d'une réponse spécifique des cellules T tueuses communes aux deux patients. En apprenant davantage sur ces mécanismes, les chercheurs pourront, à l'avenir, développer des traitements qui apprendront au système immunitaire à imiter ces réponses en cas d'infection par le VIH.

Edem Dadzie

Expert : Xu Yu, membre du Ragon Institute de MGH, MIT et Harvard

Cancer de la prostate

Les graisses et les perfluorés mis en cause par une étude

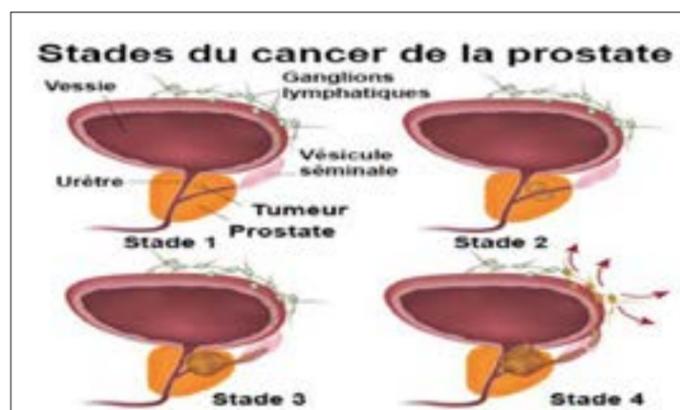
Une nouvelle étude désigne les facteurs de risque contre lesquels les hommes doivent agir pour éviter le cancer de la prostate.

Les perfluorés, souvent regroupés sous le sigle PFAS, sont des composés chimiques dits "éternels" que l'on retrouve dans certains emballages alimentaires, ustensiles de cuisine antiadhésifs et autres produits du quotidien. Hélas, ces substances synthétiques, en plus d'être nocives pour l'environnement, augmentent le risque de développer un cancer de la prostate.

C'est ce qui ressort d'une nouvelle étude scientifique. Les substances perfluoroalkylées, ou PFAS, reprogrammeraient

le métabolisme des cellules bénignes et malignes de la prostate, en un état plus économe en énergie, qui leur permettrait de proliférer trois fois plus que les cellules non exposées. Menée chez la souris, cette étude suggère qu'un régime riche en graisses accélérerait le développement de tumeurs de la prostate en cas d'exposition aux PFAS.

« Nos données suggèrent que l'exposition au PFAS agit en synergie avec les graisses alimentaires pour activer le gène codant pour les



protéines PPARa, modifiant le métabolisme des cellules de manière à augmenter le risque cancérigène dans les cellules normales de la

prostate tout en entraînant la progression tumorale dans les cellules malignes ». Selon l'étude, la protéine PPARa contrôle la prolifération et la

différenciation cellulaires, contribue aux réponses immunitaires et inflammatoires et joue un rôle clé dans le développement de certains cancers, notamment du foie ou du rein.

Pour les chercheurs, ces données améliorent la compréhension de certains cancers de la prostate, et montrent l'importance de mettre en place des mesures pour atténuer l'exposition aux PFAS.

Expert : Pr Zeynep Madak-Erdogan, co-auteur de l'étude et chercheur à l'université d'Illinois (États-Unis)

Togo / Lutte contre les incidents

Une campagne de sensibilisation sur la sécurité et la sûreté dans la zone portuaire

Pour protéger la zone portuaire contre les incidents, le gouvernement togolais a tenu hier jeudi 18 novembre 2021 à Lomé, une campagne de sensibilisation sur la sécurité et la sûreté dans la zone portuaire. Organisée par le ministère de l'Economie maritime, de la Pêche et de la Protection côtière, en collaboration avec le Haut Conseil pour la mer et le ministère de la Sécurité, ladite campagne a réuni en travaux des groupes cibles exerçant dans la zone portuaire. Une cérémonie de lancement officiel a marqué la campagne, présidée par Edem Kokou Tengué, ministre de l'Economie maritime, de la Pêche et de Protection côtière.

L'explosion du port de Beyrouth en août 2020 reste malheureusement gravée dans les mémoires de l'humanité. Au Togo, des événements et incidents graves ont menacé la sécurité des installations portuaires ces derniers mois. Au nombre de ces incidents, l'incendie du site de la centrale électrique de Kékéli Efficient Power, celui de la Société ivoirienne de parfumerie ainsi que celui survenu au Plot coton Saga du Port Autonome de Lomé (PAL) le 10 juillet 2021 et récemment l'incendie qui ravage une société de mousse le 04 novembre 2021.

Ces incidents ont interpellé le gouvernement togolais, à travers les autorités maritimes, à accorder une grande importance à la sécurité et la sûreté de nos installations, afin d'éviter de vivre des drames qui marqueront à vie nos populations et remettront en cause des années d'investissement. D'où une campagne de sensibilisation sur la sécurité et la sûreté maritimes et portuaires.

Dans le cas particulier du Togo, cette campagne est plus que nécessaire parce que le Port Autonome de Lomé et les autres installations portuaires constituent le moteur de l'économie nationale.

Selon le représentant du ministre de la Sécurité et de la Protection civile, «L'initiative de cette sensibilisation vient à point nommé pour rappeler à chaque acteur intervenant dans la zone portuaire, leur responsabilité dans la protection de la zone portuaire, le long du littoral... Les acteurs doivent disposer de plan anti-incendie...»

« Le Plan national de développement (PND) en son axe 1 et la Feuille de route présidentielle 2025 en son axe 3, nous invitent à mettre un accent particulier sur la sécurité et la sûreté dans nos domaines portuaire et maritime», a rappelé le ministre Edem Kokou Tengué.

Les participants à la campagne de sensibilisation ont été outillés sur la procédure de gestion des événements et



Photo de famille du lancement de la campagne

incidents de sûreté dans les installations portuaires, telle que prévue dans le Dispositif de sûreté maritime et portuaire (DSMP) approuvé le 2 août 2018.

Le dispositif de sûreté maritime et portuaire met en application les normes du Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires (Code ISPS). Ce Code, adopté le 12 décembre 2002 par la résolution 2 de la Conférence des gouvernements contractants à la Convention SOLAS, est entré en vigueur le 1er juillet 2004. Pour réduire leurs vulnérabilités, les installations portuaires doivent donc bien appliquer le code ISPS conformément à leurs plans de sûreté et en accordant une attention

particulière à l'interface entre les installations portuaires et les navires qui les fréquentent.

«Hormis les installations portuaires, il est nécessaire que les autres entités ou structures maritimes, fassent l'objet d'une protection sécuritaire spécifique en disposant de Plans d'Intervention (PPI) selon la nature de leurs activités...Souvent, à côté la zone portuaire il y a les zones industrielles et c'est le cas aussi du Togo. L'enjeu fondamental de cette campagne de sensibilisation est que les acteurs de la zone portuaire et les acteurs des zones industrielles puissent disposer d'un plan inscrit dans un ensemble cohérent», a exhorté le ministre Edem Kokou Tengué.

D'après Komi Essoneya

Kabitchada, secrétaire général du Port autonome de Lomé, représentant le directeur général « La zone portuaire fait face à de nombreux défis... La réussite de ce pari nécessite la collaboration entre les pouvoirs publics et les opérateurs économiques... De ce fait, l'autorité tient à doter l'ensemble des occupants du domaine portuaire et du littoral d'une procédure unique d'intervention en cas d'évènements et d'incidents sur le modèle de celle appliquée dans les installations portuaires ».

Si les acteurs sont unanimes que le risque zéro n'existe pas, ils sont tous disposés à mener une synergie d'actions pour minimiser le risque.

Attipoe Edem Kodjo

DIRECT AGENCE
agence conseil en communication

Vous êtes un annonceur, un privé, une agence conseil en communication ou un homme d'affaires!
Vous avez besoin d'une communication dans le journal **Togo Matin**?

Contactez notre régie exclusive
DIRECT AGENCE
Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjole
(+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92

DIRECT AGENCE
agence conseil en communication

Vous êtes un annonceur, un privé, une agence conseil en communication ou un homme d'affaires!
Vous avez besoin d'une communication dans le journal **Togo Matin**?

Contactez notre régie exclusive
DIRECT AGENCE
Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjole
(+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92



Pack BUSINESS

Pour grandir



Offre
BUSINESS

www.boa.togo.com



BANK OF AFRICA

BMCE GROUP



STOP COVID-19